



**AMÉRIQUE
CENTRALE**



D 2143 • AmC4
1-15 avril 1997

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

MOTS-CLEFS
Indiens
Terre
Multinationale
Spoliation
Résistance

TERRES INDIGÈNES - II

Pour l'introduction et les sources, le lecteur pourra se reporter à DIAL D 2142.

HONDURAS

Les Garífuna, "Noirs caraïbes"

Les Garífuna qui vivent sur la côte atlantique du Honduras ne sont pas disposés à continuer à perdre leurs terres. C'est pourquoi, ils se sont organisés pour lutter contre une alliance formée par les entreprises étrangères et l'élite nationale qui, dit-on, est décidée à leur retirer le peu de territoire qui leur reste.

Les Garífuna, appelés également "Noirs caraïbes", arrivèrent au Honduras il y a deux cents ans après que les Britanniques les eurent expulsés de l'île Saint-Vincent. Ils s'installèrent d'abord dans l'île de Roatan, dans les îles de Bahía et, au début du XIX^{ème} siècle, ils habitèrent sur toute la côte.

Actuellement on peut rencontrer des populations garífuna sur la côte atlantique du Nicaragua, du Honduras, du Guatemala, et de Belize. Quelques 250 000 Garífuna vivent au Honduras, soit 5 % de la population.

Les Garífuna commencèrent à perdre leur territoire à la fin du siècle dernier, quand les entreprises étrangères pri-

rent possession de grandes étendues de terres côtières pour cultiver des bananes pour l'exportation. Dans la décennie écoulée, en pleine guerre froide, les militaires honduriens s'installèrent dans les terres communales pour entraîner les soldats salvadoriens et autorisèrent la présence sur ces terres de la "Contra" qui combattait les sandinistes au Nicaragua.

Quand prirent fin les conflits armés dans la région, la globalisation devint la principale menace des années quatre-vingt-dix. Les terres garífuna devinrent stratégiques pour le tourisme, industrie que les fonctionnaires honduriens considèrent comme le moyen le plus rapide pour développer l'économie du pays.

Les spéculateurs fonciers commencèrent à se jeter sur les terres garífuna qui appartenaient généralement aux communautés et pour lesquelles elles n'avaient pas de titres légaux. Le gouvernement s'appropriera de vastes étendues de terres côtières et les offrit à de grands investisseurs.

Les lois de modernisation de l'agriculture, du tourisme et des nouvelles municipalités - approuvées sans consultation des autorités garífuna - facilitèrent le pillage en fournissant la base légale "pour voler les communautés et tout remettre entre les mains des investisseurs nationaux et étrangers",

affirme Celio Álvarez, président de l'organisation du développement communautaire (ODECO), groupement garífuna créé en 1992 et dont le siège est à La Ceiba.

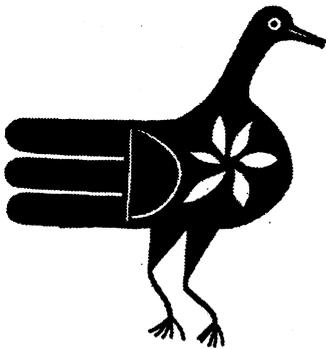
Une autre loi permet d'échapper à une disposition constitutionnelle qui interdit aux étrangers d'avoir des propriétés à moins de 40 km de la côte, excepté dans la zone urbaine. En transformant les zones touristiques en "zones urbaines", l'administration de l'ex-président Rafael Callejas (1990-1994) rendit possible aux étrangers l'acquisition de terres face à la plage.

Quelques groupes garífuna bénéficièrent économiquement du flot de touristes. En diverses localités, des restaurants situés au long des plages essaient de faire le nécessaire pour recevoir les centaines de visiteurs qui arrivent en fin de semaine. Dans les lagunes de la région, les poissons disparaissent rapidement en raison d'une pêche faite sans discrimination pour nourrir les touristes affamés. L'approvisionnement en eau potable devient sérieusement limité et les ordures s'accumulent.

En lien avec les investisseurs nationaux et étrangers le gouvernement promeut des méga-projets variés, incluant la construction de complexes résidentiels et de centres touristiques. Les partisans de l'immense raffinerie de pétrole dans la baie encore intacte

de Trujillo paraissent avoir gagné la bataille contre les défenseurs des Garífuna et de l'environnement.

Un autre projet est développé aux alentours de la communauté de Triunfo de la Cruz, à côté de Tela. Les leaders garífuna se plaignent de ce que, en raison de l'établissement d'une zone de protection de la vie sauvage, ils ne peuvent plus chasser les cerfs, les chiens sauvages, les iguanes et autres sources traditionnelles de l'alimentation garífuna et ils ne peuvent pas non plus ramasser certaines plantes qui leur servent à des fins médicales.



Ceux qui viennent de l'extérieur - Français, Étasuniens et Honduriens eux-mêmes - peuvent s'approprier facilement la côte en raison de ce que Álvarez appelle "l'invisibilité historique" des communautés garífuna.

"Nous ne sommes pas contre le développement économique, dit Álvarez, mais jusqu'à présent la vision que le gouvernement a du développement nous a exclus de ce processus. La communauté noire devrait être le sujet de ce processus de développement et non pas son objet."

"Une marche vers les bureaux du gouvernement de Tegucigalpa faite en octobre et à laquelle participèrent des centaines de Garífuna - la première de cette nature au Honduras - aida à convaincre le président Carlos Roberto Reina de donner son appui à la célébration du bicentenaire de l'arrivée des Garífuna au Honduras, qui doit avoir lieu en avril.

Mais il reste à voir si cette visibilité croissante aidera les communautés garífuna à protéger leurs terres ancestrales des puissants envahisseurs.

Paul Jeffrey

NICARAGUA

Invasion du territoire sumu

Les Sumu ont été jadis le groupe indigène le plus nombreux de la côte caribbe du Nicaragua. Leur territoire s'étendait depuis Punta Gorda à 40 km de Bluefields jusqu'au fleuve Patuca au Honduras. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 7 000 et ils perdent leurs terres face aux paysans hispanophones et étrangers de langue anglaise et coréenne.

Selon Brady Watson, qui coordonne un projet de conservation de la nature pour délimiter le territoire des communautés indigènes dans la réserve naturelle de Bosawas où vit la majorité des Sumu, cette année les colons métis ont été aussi nombreux que les résidents indigènes.

"Chaque année des centaines de personnes vont s'installer dans la réserve et occupent des terres qui appartiennent aux communautés indigènes, dit Watson. Ces gens sont armés de fusils d'assaut provenant des restes de la guerre et ils délimitent les périmètres qui bon leur semblent. Il y a de nombreuses frictions entre les communautés indigènes et les métis."

Lorsqu'on lui demande ce qu'a fait le gouvernement pour contenir la migration métisse, Watson répond : "Jusqu'à présent le gouvernement n'a rien fait pour résoudre le problème de la migration annuelle des gens dans la réserve."

Maintenant que la paix est au moins une réalité théorique au Nicaragua, les compagnies étrangères sont revenues en masse pour exploiter les ressources minérales et forestières. Malgré les protestations de son ministre des ressources naturelles, l'ex-présidente Violeta Chamorro (1990-1996) a invité la compagnie canadienne Nycon à reprendre l'extraction de l'or et d'autres minéraux. Et l'année dernière, Violeta Chamorro a accordé une concession de trente ans à la compagnie coréenne Kumyung et à sa filiale locale Solcarsa. La compagnie accepta d'investir vingt millions de dollars en échange de l'au-

torisation nécessaire pour exploiter le bois sur 63 000 hectares de forêts tropicales.

Pendant les Sumu de la communauté des Awa Tingni affirment que la concession concerne 93 000 hectares qu'ils réclament. Les autorités rejetèrent cette réclamation en prenant appui sur des cartes peu claires et sur l'absence de titres. Selon Ignacio Patrón, militant sumu, Solcarsa a essayé d'acheter l'appui de la population locale avec la promesse qu'elle construirait de nouveaux chemins, des maisons et des écoles et qu'elle apporterait l'énergie électrique aux Awa Tingni.

"La compagnie a promis aux gens qu'ils auraient une petite ville civilisée, dit Patrón, mais ils vont seulement venir détruire la forêt. C'est ce qui s'est toujours produit dans le passé lorsque les compagnies internationales sont venues profiter des ressources locales : elles n'ont jamais rien fait pour la population. La même chose va se reproduire. Tout n'est que promesse."

Patrón dit que les Sumu ont porté cette affaire devant la Région autonome nord-atlantique, à Puerto Calezas, mais les politiciens locaux, principalement des Miskitos alignés sur l'Alliance libérale du président Arnaldo Alemán, ont fait la sourde oreille.

"Ils ont les mêmes intérêts que les compagnies. Ce sont des gens qui voient leurs propres intérêts personnels, dit Patrón. S'ils peuvent tirer quelque argent, ils seront intéressés, sinon, ce qui peut arriver en matière d'environnement ou de communauté ne les intéresse pas."



Frustrés, les leaders sumu ont porté le cas des Awa Tingni devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme, portant plainte contre la violation des droits indigènes

par le gouvernement. Mise dans l'embarras, Violeta Chamorro a promis de négocier un accord. La promesse s'est perdue au cours de la campagne électorale de l'an dernier et Solcarsa installe aujourd'hui une scierie.

Paul Jeffrey

PANAMA

De nouveaux défis

Les Ngöbe-Buglé ont été présents avec ténacité aux sessions du Parlement jusqu'au moment où ils ont pu voir de leurs propres yeux, dans la nuit du 28 février 1997, l'approbation de la loi qui a créé la région ngöbe-buglé. Pendant plus de vingt ans, les indigènes durent faire des marches interminables, des grèves de la faim exténuantes, des forums, des mobilisations qui amenèrent à la table de négociation des militaires, des présidents et des ministres.

La nouvelle région recouvre 700 000 hectares, soit 9 % du territoire national qui, ajoutés aux délimitations antérieures, Madugandi (1996), Emberá Waonán (1983) et Kuna Yala (1953), représentent la cinquième partie du territoire panaméen, habitée par quelques 200 000 indigènes dont beaucoup appartiennent au monde de la "pauvreté critique" qui affecte la population rurale.

"Maintenant vient la partie la plus difficile", s'est exclamé un des dirigeants ngöbe-buglé en se référant au défi qui consiste à convertir la région non seulement en une expression de l'identité ethnique, mais encore en un outil de développement pour le peuple.

Un problème immédiat que les peuples ngöbe-buglé et kuna affrontent particulièrement est l'investissement croissant dans les mines qui a demandé des concessions d'exploitation et d'extraction qui recouvrent 46 % du pays, bien qu'actuellement seulement 48 concessions d'exploitation et d'extraction (500 mille ha) aient été accordées et qu'il n'existe que quatre mines en activité de production et deux dont la phase d'exploration se termine.

Les demandes de concessions couvrent 70 % des terres indigènes, et de plus elles concernent les districts ruraux d'extrême pauvreté et directement les zones boisées.

Les dirigeants et les autorités traditionnelles font connaître avec clarté leur position : "Nous refusons toute politique de développement excluante, égoïste, paternaliste, sans un projet social national."

Ils expriment ainsi leur mise à l'écart par rapport au processus de prise de décision dont on trouve un exemple dans l'approbation gouvernementale de la concession de Cerro Colorado - un des plus grands gisements de cuivre du monde - à une entreprise transnationale canadienne, sans consulter les habitants autochtones de ces territoires.

Raúl Leis

Traduction et titres DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

Le goût de la
découverte,
le plaisir de la
rencontre

ARVEL
voyages

Séjours - circuits - croisières

Séjours + pension complète

ITALIE Caorle Venétie

1540 F → 8 jours-juillet

1715 F → 8 jours-août

TUNISIE Nabeul

2490 F → 8 jours (vol inclus)

Croisière 7 j + séjour 8 j + pension

TURQUIE Croisière bleue

4150 F → 15 jours (vol inclus)

Circuits expéditions

Logement + vols

JORDANIE → 5300 F → 14 jours

SÉNÉGAL → 5400 F → 16 jours

INDONÉSIE → 9750 F → 25 jours

CUBA → 9885 F → 21 jours

Randonnées

Logement + nourriture

TOUR DU MONT-BLANC

2745 F → 9 jours

VALLÉE DES MERVEILLES

2745 F → 7 jours

Logement + nourriture + vol

MAROC Randonnée chamelière

5715 F → 15 jours

NEPAL Tour des Annapurna

12160 F → 23 jours

Pour recevoir gratuitement une (des) brochure(s) :
cochez la ou les cases choisies, inscrivez vos noms et adresse et retournez le coupon à ARVEL VOYAGES

31, cours Emile Zola B.P. 2080 69616 Villeurbanne Cedex
Télécopie : 04 78 89 58 66

Je désire recevoir le ou les brochures

Séjours - circuits - croisières

Circuits expéditions

Randonnées

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

DIAL 66